



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMMISSION INTÉRIMAIRE DES MESURES PHYTOSANITAIRES

Sixième session

Rome, 29 mars – 2 avril 2004

**Procédures pour la modification d'urgence ou la suspension de normes
internationales pour les mesures phytosanitaires après leur adoption, en
raison de circonstances exceptionnelles**

Point 8.12 de l'ordre du jour provisoire

1. Le présent document a été établi par le Secrétariat de la FAO à la demande du Groupe de travail informel sur la planification stratégique et l'assistance technique (PSAT) de la CIPV. Il examine la question de savoir s'il est possible, et dans quelles circonstances, de formuler une recommandation en vue de la suspension de la mise en oeuvre d'une NIMP, en dehors des procédures ordinaires de modification des NIMP. Ces questions ont été soulevées dans le contexte d'actions relatives à la mise en oeuvre de la NIMP 15 concernant les matériaux d'emballage à base de bois, comme il est indiqué plus loin.

2. Conformément à l'Article XI de la CIPV, la CIMP a adopté les Directives pour la réglementation de matériaux d'emballage à base de bois dans le commerce international (NIMP 15) à sa quatrième session, en 2002. La NIMP 15, telle qu'adoptée à la quatrième session, contenait un symbole (un "insecte barré") devant être apposé sur les matériaux d'emballage à base de bois, afin de certifier que le bois avait été assujéti aux mesures approuvées pour l'élimination des organismes nuisibles associés aux matériaux d'emballage à base de bois utilisés dans le commerce international.

3. Cependant, après que le symbole initial a été approuvé par la CIMP, une société privée a déposé une marque analogue pour les services de lutte contre les organismes nuisibles et a affirmé que l'utilisation du symbole approuvé par la CIMP portait atteinte aux droits de la société au point de vue de l'antériorité du dépôt du symbole et de l'utilisation commerciale. La société a demandé des sommes et un dédommagement de la FAO pour l'utilisation du symbole qui aurait probablement atteint plusieurs millions de dollars. À titre d'exemple, outre un versement forfaitaire, la société a demandé une redevance pour l'utilisation du symbole de 240 00 dollars par an et par utilisateur final. Elle a également demandé que le nom de la société figure à côté du symbole sur certaines estampilles utilisant celui-ci. La participation à des procédures juridiques

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

relatives à cette demande aurait entraîné des coûts considérables et les résultats juridiques étaient incertains.

4. Du fait de cette situation imprévue, le maintien de l'utilisation et la mise en oeuvre de la NIMP 15 sur la base de son symbole initial risquaient d'entraîner des obligations importantes et le versement de dédommagements pour la FAO et pour toutes les parties concernées. Cela aurait pu entraîner des conséquences opérationnelles et financières importantes et imprévues pour l'aptitude de la FAO à s'acquitter de ses mandats et responsabilités énoncés dans son Acte constitutif, qui a été approuvé par les Membres de la FAO.

5. Dans ce contexte, la FAO a recommandé aux Membres de la CIMP en 2002 de suspendre l'utilisation de la NIMP 15 et en particulier l'utilisation du symbole initial. La recommandation visant à suspendre la mise en oeuvre de la NIMP 15 (y compris le symbole) a été ensuite modifiée en recommandation visant à suspendre uniquement l'utilisation du symbole initial. Par conséquent, l'action a été axée sur le symbole utilisé dans la norme, plutôt que sur le contenu technique de celle-ci, et a permis aux Membres de la FAO et de la CIMP d'éviter le risque d'une obligation économique et juridique majeure et imprévue. Le Secrétariat a également préparé un nouveau symbole pour remplacer celui de l'"insecte barré" et ce symbole a été protégé par une marque grâce à un processus de dépôt international.

6. Cette expérience a amené à se demander s'il pourrait être nécessaire ou approprié de suspendre ou de recommander la suspension de la mise en oeuvre de NIMP, en dehors des procédures ordinaires d'amendement. Initialement, on peut constater que les circonstances concernant le symbole initial de la NIMP 15 étaient éminemment inhabituelles et imprévues. Il est à souhaiter que ce type de situation ne se présente plus à l'avenir.

7. Il importe également de noter que la FAO, en tant qu'organisation responsable à l'égard de ses Membres, a certaines responsabilités dont elle doit s'acquitter en s'occupant de ce type de situation lorsqu'il se produit. En particulier, la FAO a, en vertu de ses Textes fondamentaux, certaines responsabilités auxquelles elle ne peut se soustraire. Ces Textes sont notamment l'Acte constitutif de la FAO, le Règlement général de l'Organisation et le Règlement financier, qui énoncent les mandats de l'Organisation concernant notamment les questions opérationnelles et financières.¹

8. Il y a également des liens directs établis entre ces textes et la CIPV et la CIMP. La Résolution 12/97 de la Conférence de la FAO portait création de la CIMP au titre de l'Article VI.1 de l'Acte constitutif de la FAO (qui donne pouvoir d'établir des commissions et d'autres organes), avec un mandat déterminé. Il est indiqué dans ce mandat que la CIMP peut adopter son propre Règlement intérieur qui ne doit pas être incompatible avec l'Acte constitutif de la FAO. L'Article VIII.3 du Règlement intérieur, adopté par la CIMP en avril 2001, dispose que les recommandations de la CIMP ayant des incidences d'ordre politique ou financier ou touchant le programme de l'Organisation sont portées par le Directeur général de l'Organisation à l'attention de la Conférence ou du Conseil de la FAO pour suite à donner. L'Article XI.2 dispose en outre que "toutes les opérations financières de la Commission intérimaire et de ses organes subsidiaires sont régies par les dispositions pertinentes du Règlement financier de l'Organisation".

9. En outre, l'Article XI.1 du Nouveau Texte révisé de la CIPV dispose que les parties contractantes s'engagent à créer la Commission des mesures phytosanitaires "... *dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).*" (la partie en italiques a été mise en évidence par les auteurs). De façon plus générale, le processus budgétaire de la FAO constitue le principal mécanisme de financement des activités relevant de la CIMP et de la CIPV.

¹ On peut consulter chacun de ces documents, ainsi que d'autres textes fondamentaux sur le site Internet de la FAO, à l'adresse suivante: www.fao.org.

10. Comme il est indiqué plus haut, la FAO, en tant qu'organisation, a un certain nombre de responsabilités dont elle doit s'acquitter au titre de ses textes fondamentaux, et a pour mandat de prendre des mesures qui sont nécessaires et appropriées pour la réalisation des objectifs de l'Organisation et assurer le respect de son Règlement financier. La CIPV et la CIMP relèvent directement de ses pouvoirs.

11. Lorsque la situation relative au symbole initial de la NIMP 15 a créé la possibilité d'incidences importantes et imprévues pour les mandats opérationnel et financier de l'Organisation, celle-ci avait le devoir d'agir. Dans ce cas, elle *a recommandé* que la mise en oeuvre de la NIMP 15 avec son symbole initial soit suspendue, puis arrêtée. Au cas où une action future au titre de la CIPV entraînerait un risque de ce type pour l'aptitude de la FAO à s'acquitter de son mandat, il pourrait être nécessaire d'adopter de nouveau les mesures appropriées.

12. La CIMP est invitée:

1. À *considérer* que la suspension d'urgence ou le retrait d'une NIMP approuvée ou d'éléments de celle-ci, comme ce fut le cas du symbole initial de la NIMP 15, est un événement extrêmement improbable.
2. À *considérer* que chaque situation doit être évaluée au cas par cas et qu'il est impossible de prévoir les circonstances dans lesquelles on peut être amené à procéder à la suspension d'urgence et/ou au retrait d'une NIMP.
3. À *considérer* que la CIMP fonctionne dans le cadre de la FAO et que par conséquent la FAO a la responsabilité et le mandat de la bonne gestion de la CIMP (en matière de prise de décisions et de questions financières), et de protéger les intérêts des parties dans des circonstances exceptionnelles et urgentes.
4. À *considérer* que dans le cadre de ce mandat, la FAO a la responsabilité d'agir rapidement dans les cas où un risque pèse sur l'aptitude de la FAO à s'acquitter de ses principales responsabilités et à se conformer aux exigences de son Acte constitutif et des Textes fondamentaux qui régissent son fonctionnement.
5. À *considérer* l'importance qu'il y a à promouvoir la transparence et la consultation entre la FAO et les organes compétents établis au titre de la CIPV en ce qui concerne toute action possible de ce type, mais également à être consciente qu'il peut se produire des circonstances (par exemple, certains types d'actions juridiques) dans lesquelles la confidentialité est exigée et dans lesquelles il peut être impossible de fournir à un certain moment des précisions complètes à la CIMP.
6. À *convenir* que, lorsque des recommandations relatives à la suspension d'urgence ou au retrait d'une NIMP approuvée sont examinées par la FAO:
 - a) Autant que possible, toute recommandation doit être examinée et approuvée par le Bureau lors d'une réunion d'urgence.
 - b) La CIMP devrait être informée de toute recommandation et justification le plus tôt possible.